

QUE RESTE-T-IL DU SOCIALISME ?

Chloé Rébillard

in Héloïse Lhéréty, Les grandes idées politiques

Editions Sciences Humaines | « Petite bibliothèque »

2017 | pages 39 à 47

ISBN 9782361064488

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/les-grandes-idees-politiques---page-39.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Sciences Humaines.

© Editions Sciences Humaines. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUE RESTE-T-IL DU SOCIALISME ?

Les socialistes d'aujourd'hui ont-ils encore un lien avec leurs ancêtres du XIX^e siècle? Ou n'ont-ils plus de socialiste que le nom? Ces dernières années, cette question est devenue lancinante dans plusieurs publications.

Dans un numéro publié au début du mois de juin 2015, la revue *Politis* s'interrogeait : « Qu'a encore de socialiste le parti qui en porte le nom ? » Plus subtil, mais tout aussi symptomatique, un ouvrage historique paraissait la même année sous le titre *Quand les socialistes inventaient l'avenir*. Depuis, d'autres textes sont venus compléter la réflexion, tel *Socialisme et sociologie*, essai épistémologique écrit à quatre mains par Bruno Karsenti et Cyril Lemieux ou encore *L'Idée du socialisme* d'Axel Honneth. Dire du gouvernement Hollande qu'il a entraîné des désillusions auprès de ses électeurs tient de l'euphémisme. Le Parti socialiste (PS) a subi à la fin du quinquennat de François Hollande l'une des plus terribles hémorragies de militants de son histoire, militants qui quittent le parti faute de s'y reconnaître. Les échecs électoraux de l'année 2017 ont encore accéléré le processus de délitement du parti.

L'appartenance du PS à la famille socialiste questionne de plus en plus, et pas seulement ses adversaires. En 2008, Manuel Valls lui-même propose un abandon du terme qu'il juge dépassé. Quant aux autres partis d'obédience socialiste tels que le Parti communiste français (PCF) ou les trotskistes, ils ont décliné au début du xx^e siècle et n'avaient plus les moyens politiques de susciter une polémique pour contester le qualificatif « socialiste » au PS. Un petit détour par l'histoire permet de mieux comprendre où sont les socialistes actuellement.

Aux racines du socialisme, des scientifiques

La première génération du socialisme, marquée en France par les penseurs Saint-Simon et Charles Fourier, ne s'inscrit pas encore dans un objectif de lutte des classes, principe qui émergera plus tardivement au XIX^e siècle. Le projet, révolutionnaire, des pionniers est de parvenir à une société fondée sur l'autogestion, remettant en cause toutes les structures sociales traditionnelles qui prévalaient jusqu'alors, des privilèges aristocratiques à la notion d'héritage en passant par le mariage. La politique ne constitue pas le point central de leur pensée, ils se penchent plutôt sur les questions d'économie et de régénération de la société. Ils fondent leurs idées sur le constat de la misère ouvrière liée à la révolution industrielle dont ils sont des contemporains et des observateurs de première ligne.

Saint-Simon souhaite « l'accroissement du bien-être du plus grand nombre ». Pour atteindre cet objectif, il a pour ambition de fonder une « physique sociale » : il désire faire de l'économie et de la politique des sciences parfaitement rationnelles, au même titre que la physique. L'un de ses disciples, Auguste Comte, deviendra d'ailleurs le fondateur de la sociologie... Saint-Simon prône la prééminence des « producteurs » sur les « oisifs », dont il théorise la disparition à long terme. Ses disciples utilisent sa pensée pour proposer une vision méritocratique de la société. Il ne remet pas en cause la propriété privée – ce que d'autres feront après lui, tel Pierre Proudhon qui aura cette phrase devenue emblématique : « La propriété c'est le vol » –, mais aspire à supprimer les héritages afin de ne pas fausser le jeu du talent. La pensée saint-simonienne n'est pas si éloignée des libéraux, si ce n'est qu'elle se fonde sur un culte de la science et de la technique, ce qui en fait une réflexion définitivement à part. Cette façon d'appréhender le monde social augure un versant autoritaire dont certaines branches du socialisme, dont l'exemple le plus caricatural est le stalinisme au XX^e siècle, ne se déprendront jamais tout à fait.

Charles Fourier vient donner une coloration plus libertaire au socialisme. Là où Saint-Simon propose une science de la société, C. Fourier, lui, expose une science de l'homme. Le qua-



lificatif de libertaire lui est attribué dans le sens où il estime que l'échange le plus direct possible, qu'il s'agisse des mœurs ou de l'économie, est le plus à même de guider l'homme vers l'harmonie sociale: il en vient ainsi à condamner le commerce ou la police. Longtemps étudié à travers le prisme de sa postérité (Marx, Nietzsche, Freud), ou résumé à son idée du phalanstère, C. Fourier est aujourd'hui redécouvert par les féministes pour sa théorie de l'affranchissement illimité de l'individu sans distinction de sexe et de la liberté sexuelle.

Les premiers socialistes se situent hors du champ politique: ils veulent d'abord fonder une science nouvelle qui rationalise l'être humain. Mais ils se distinguent des scientifiques par leur volonté d'appliquer cette science au réel afin d'aboutir à un projet de transformation radicale. Ils seront *a posteriori* définis par Marx et Engels comme des «socialistes utopistes» afin de les distinguer de leur propre pensée qualifiée de «socialisme scientifique».

Tenter une définition de ce qu'est le socialisme est un exercice difficile s'il en est, tant la grande famille socialiste présente plusieurs visages, à commencer par ceux de ses fondateurs. Parmi eux, Marx et Bakounine sont deux figures majeures. Contemporains, ils se sont opposés sur des questions idéologiques mais aussi sur leurs conceptions respectives de la politique.

L'idéologie de Bakounine est qualifiée de «socialisme libertaire»; elle s'oppose à la définition de l'idéologie marxiste comme «socialisme autoritaire». Au niveau politique, les deux hommes se retrouvent dans la même organisation, l'Assemblée internationale des travailleurs (AIT), créée en 1864. Alors que Marx en est l'un des fondateurs, Bakounine la rejoint en 1868, sans en avoir la même conception. Bakounine est un fervent partisan de l'abstention politique. Considéré comme le père de l'anarchisme, il conçoit les classes ouvrières comme devant s'émanciper d'elles-mêmes et entend donner une latitude importante aux diverses organisations qui composent l'AIT. Marx n'a pas la même approche: il pense que l'Internationale doit préparer l'arrivée au pouvoir du mouvement ouvrier. Pour cela, il souhaite voir l'AIT prendre la forme d'une instance centralisée. Le conflit entre les deux hommes se poursuit dans

leur postérité: la pensée de Marx accouche du mouvement marxiste qui connaîtra des dérives autoritaires au cours du xx^e siècle mais continuera d'alimenter les réflexions des divers mouvements socialistes. La pensée de Bakounine, à l'inverse, n'a trouvé qu'une place marginale dans les courants socialistes du xx^e siècle, mais perdue à travers les mouvements anarchistes et de communisme libertaire et dont on retrouve la trace dans des syndicats tels que la Confédération nationale du travail (CNT).

Unité éphémère

Le xx^e siècle semble débiter pour le socialisme français sous le signe de l'unification puisqu'en 1905, les différents courants se rallient lors de la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Le principe révolutionnaire prévaut alors, la déclaration de principes est rédigée en ces termes: « Le Parti socialiste [...] n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classes et de révolution. » Cependant, les débats et autres controverses continuent de traverser le mouvement politique.

Sous l'impulsion de Jean Jaurès, la social-démocratie réformatrice, désireuse d'instaurer le socialisme en respectant le cadre de l'État, commence son ascension au détriment des autres courants plus révolutionnaires. Le match n'est pourtant pas gagné puisque la période voit aussi naître la révolution d'octobre 1917 et l'instauration en URSS d'une version de la dictature du prolétariat, chère à Marx.

La révolution bolchevique a des conséquences sur tout le mouvement socialiste puisque Lénine, en créant une Internationale communiste, rallie à lui une partie des socialistes. Le congrès de Tours en 1920 marque le divorce entre les sociaux-démocrates et les communistes. Ces derniers sortent de la SFIO pour créer leur propre parti, affaiblissant durablement le parti et créant une concurrence dans le paysage socialiste français. L'unité qui avait prévalu au début du siècle vole en éclats. Quant à son rapport à la réforme, la SFIO se garde bien de le définir dans l'entre-deux-guerres: sa doctrine reste révolutionnaire mais la gestion de ses mandats, notamment municipaux, montre une acculturation du socialisme avec la République.



L'épreuve du pouvoir

Le xx^e siècle place aussi le socialisme en position de gouverner. L'idéologie est mise à mal par les contraintes exigées par le pouvoir. Léon Blum, membre de la SFIO, est le premier socialiste français à endosser une charge politique nationale. La mémoire collective l'associe aux sourires éclatants des ouvriers découvrant pour la première fois le plaisir d'une baignade estivale, tant il est relié aux lois sociales du Front populaire, des congés payés à la semaine de 40 heures. À la tête de l'État français à partir de 1936, il ne remet pas en cause l'économie de marché : c'est l'un des premiers renoncements aux principes du socialisme dans un contexte de crise majeure de la politique française mise à mal par la montée du fascisme. Par là, il marque un virage important de la pensée socialiste. Il théorise la distinction entre conquête du pouvoir révolutionnaire et exercice du pouvoir réformiste, suivant les pas de son maître à penser, Jaurès. En effet, l'homme n'aspire pas à voir son parti s'approcher du pouvoir. Au congrès national de la SFIO, en 1946, il déclare : « Pendant quinze ans, avec mon ami Vincent Auriol, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour éloigner le parti de l'exercice du pouvoir. »

Blum formule ainsi le dilemme qui s'offre aux socialistes : l'ambition de conquérir le pouvoir ou au contraire de s'éloigner d'un exercice perçu comme corrupteur. La rupture avec l'économie capitaliste n'est pas pour autant abandonnée, mais elle est considérée comme étant irréalisable dans le cadre institutionnel de la République. Au même congrès, Blum tente une rénovation idéologique de son parti en voulant substituer l'intérêt général à l'intérêt de classe. Il remplaçait le principe de « lutte des classes » par celui d'« action de classe », mais c'est Guy Mollet, fidèle marxiste, qui emporte le secrétariat général, inscrivant la ligne directrice du parti dans une proximité avec la doctrine originelle.

Lors des Trente Glorieuses, l'économie mixte et la voie réformiste de la social-démocratie ont gagné du terrain dans toute l'Europe. Dans le paysage dévasté du socialisme sur le continent, la SFIO fait figure d'exception car elle ne revient pas, sur le papier, sur sa nature révolutionnaire. La SFIO n'accède plus au pouvoir national, le problème soulevé par Blum sur l'exercice du

pouvoir se transpose alors à l'échelle locale, les maires socialistes devant arbitrer entre l'ambition révolutionnaire de leur parti et leurs obligations à respecter le cadre légal. Les mairies socialistes se transforment en « laboratoires politiques » marginalisés par la direction nationale du parti et disposant d'une faible marge de manœuvre pour mettre en place leur utopie urbaine. Il en résulte que bien que continuant à se proclamer révolutionnaire, la SFIO commence sa dérive vers un exercice réformiste du pouvoir.

Embourgeoisement et personnalisation

En 1981, le socialisme français fait à nouveau l'épreuve du pouvoir. François Mitterrand, devenu président, revient sur les ambitions de l'union des gauches en imposant l'austérité. Le programme qu'il parvient à instaurer en 1971 lors du congrès d'Épinay, permettant l'union du tout jeune PS (qui remplace la SFIO en 1969) avec les communistes, est un véritable programme de rupture avec la société capitaliste. Nationalisation, planification, autogestion, aspiration à l'égalité tout en préservant les droits et libertés individuelles : tout le vocabulaire du socialisme historique y est représenté. Sa victoire à la direction du Parti sonne donc plutôt comme un retour aux valeurs du socialisme, d'où l'intensité de la déception lorsque, arrivé à la présidence de la République, il revient sur ses engagements de campagne. Jusqu'au bout, Mitterrand présenta cette politique d'austérité comme une parenthèse, ne revenant jamais, en parole, sur l'ambition d'une sortie du capitalisme. Michel Rocard, lui, n'eut pas les mêmes précautions oratoires que son président. Il fut le premier qui en appela à « une société solidaire en économie de marché », marquant par là un tournant dans l'histoire du socialisme français. Sa voix est restée sans écho pendant longtemps mais est timidement reprise dans la déclaration de principes du PS en 1990, dans laquelle le Parti se dit « favorable à une société d'économie mixte ».

Au début du xx^e siècle, lutte des classes et masse ouvrière formaient le ciment du vocable socialiste. Aujourd'hui, cette terminologie n'est plus usitée et bien peu des dirigeants du PS sont issus du monde ouvrier, la plupart des dirigeants ayant fait



l'ENA (François Hollande, Ségolène Royal) ou une grande école. La sociologie du parti socialiste (SFIO puis PS) a beaucoup évolué. Dans *Une Autre Histoire du socialisme*, Aude Chamouard (2013) apporte un éclairage sur la « désouvriérisation » ou « notabilisation ». Ce processus entamé au début de l'entre-deux-guerres se confirme tout au long du siècle. Il se retrouve d'abord chez les élus de la SFIO, dont le profil est de plus en plus celui de notables ou d'experts : alors qu'un tiers des députés du parti étaient ouvriers en 1924, ils ne sont plus que 11 % en 1936. En parallèle, le recrutement des militants change et s'oriente vers les classes moyennes. La concurrence exercée par le Parti communiste n'y est pas étrangère, la proportion d'ouvriers ne bougeant pas au sein du PCF, mais c'est aussi la réussite sociale d'un certain nombre de socialistes qui explique cette évolution. Le profil sociologique des élus et militants du parti influence sa doctrine et le pousse vers une normalisation au sein de l'horizon politique français. Sous la IV^e République, le mouvement ne fait que se renforcer et le taux d'ouvriers au sein du parti subit une érosion, tandis que le vieillissement s'accroît. À l'inverse, le taux d'enseignants dans les rangs socialistes bondit, passant de 14 % à 33 % sur la période de la IV^e République.

Le cumul des mandats pratiqué à grande échelle montre aussi une personnification du pouvoir. L'hiatus entre l'être et le paraître du parti ne date pas d'hier : la SFIO se rêvait déjà comme un parti de masse et révolutionnaire alors qu'elle rassemblait principalement des notables locaux qui pratiquaient des politiques réformistes.

La fin d'une histoire?

La gauche socialiste est idéologiquement déboussolée en France. « Il existe un hiatus entre l'étiquette et le contenu », souligne le politiste Frédéric Sawicki. Le PS conserve son titre, malgré sa dérive hors du champ du socialisme historique, et, ne rencontrant pas de vents contraires, il dévie de sa ligne originale, tel un navire sans gouvernail. Si personne ne lui contestait l'appellation de socialiste au sein du champ politique, la société civile, elle, a plus de mal à relier ce nom au parti qui le porte et

de nouveaux mouvements émergent pour s'asseoir sur la chaise laissée vide par le PS. Les visages du socialisme sont nombreux et hétérogènes aujourd'hui, comme ils l'étaient dès l'origine. La phrase d'Anatole Leroy-Beaulieu pour qualifier cette nouvelle doctrine, à la fin du XIX^e siècle, annonçait déjà ce constat : « Mot lui-même vague, sous lequel tous n'entendent pas la même chose. » Même si une définition univoque de ce qu'est le socialisme reste impossible à établir, ce mot n'en reste pas moins une pierre angulaire de l'histoire de ces deux derniers siècles, qui charrie des identités et des mémoires politiques. Reste à savoir ce qu'il en adviendra au XXI^e siècle. Est-on arrivé, comme interroge le livre de Jérôme Grondeux, à « la fin d'une histoire » ?

Chloé Rebillard



D'où vient le mot socialisme?

Les nouveaux mots surgissent souvent dans des contextes de réinvention du monde. La première occurrence du mot «socialisme» n'est pas française mais italienne: *socialismo*, qui apparaît au XVIII^e siècle. Les premiers désignés par ce terme ne sont pas des révolutionnaires, mais plutôt des conservateurs qui entendent s'opposer à l'émancipation de l'individu prônée par les Lumières. Ils théorisent alors la nécessité d'une vie sociale qu'ils désignent par le néologisme «socialisme».

En France, la première mention du terme apparaît dans un manuscrit non publié de Emmanuel-Joseph Sieyès (1748-1836), en 1780, à l'aube de la Révolution. A-t-il lui-même construit ce néologisme à partir du latin «*socius*»? Ou a-t-il transposé l'utilisation italienne du terme? Toujours est-il qu'il l'emploie pour désigner ce qu'il nomme aussi «l'art social» ou plus largement dans le sens de «science politique». Dès sa première apparition française, le socialisme procède donc d'une volonté de définir une science de la société. Néanmoins, le mot reste lettre morte pendant plusieurs décennies jusqu'à ce qu'il réapparaisse dans les années 1830.

En 1831, le journal *Le Semeur* lui offre sa première vitrine imprimée, dans un sens péjoratif: il désigne ceux qui se réclament «d'une doctrine qui sacrifie l'individu à la société». Pierre Leroux devient finalement le premier partisan à véritablement s'en emparer en 1834 afin de théoriser son opposition à l'individualisme. C'est dans cette dernière acception du mot que le terme se généralise dans les années 1840. Le terme «socialisme» se généralise alors en France. Il désigne l'idéologie qui s'oppose à l'individualisme et à son petit frère, le libéralisme. Ses partisans, comme ses opposants, s'en servent pour nommer le foisonnement d'idées de réforme sociale issues du saint-simonisme¹.

C. R.

1- À lire aussi: «L'irrésistible déclin de la social-démocratie. Idéologies, le retour de flamme», *Les Grands Dossiers de Sciences Humaines*, n° 14, mars-avril-mai 2009; «“Socialiste” est devenu une marque», entretien avec Frédéric Sawicki, in «Les grandes idées politiques», hors-série *Sciences Humaines* n° 21, mai-juin 2016.